



Des récits émergent pour défendre des grands et des petits patrimoines

PROPOS RECUEILLIS PAR PASCALE DESCLOS. PHOTOS : OLIVIER ROLLER

MARIA GRAVARI-BARBAS est architecte et géographe, professeure de géographie à l'université Paris-1 Panthéon-Sorbonne. Elle y dirige l'Eirest, une équipe interdisciplinaire dédiée aux études supérieures de tourisme ainsi que la chaire Unesco « Culture, Tourisme et Développement ». Spécialiste des interactions entre patrimoine et tourisme, elle a publié plusieurs ouvrages, dont *Le Patrimoine mondial. Mise en tourisme, mise en images* en 2020.

Longtemps chasse gardée de l'État, le patrimoine s'est diversifié : choix élargi des édifices, dématérialisation, arrivée de nouveaux acteurs... L'architecte Maria Gravari-Barbas y voit la possibilité de dynamiser la gestion des sites et de les rendre appropriables par tous.

Cahiers de Science & Vie : L'ampleur des dons pour la reconstruction de Notre-Dame l'a encore prouvé, les Français sont attachés à leur patrimoine. Comment a évolué cette notion et que recouvre-t-elle aujourd'hui ?

Maria Gravari-Barbas : Depuis les années 1970-1980, la notion de patrimoine a connu un élargissement continu, encore accéléré récemment. Elle a même rompu avec le concept de monuments historiques, où elle puise pourtant ses racines. Tout d'abord, la patrimonialisation des biens peut désormais s'opérer de manière quasi instantanée. Au XIX^e siècle, les Monuments historiques prenaient le plus souvent en compte des bâtiments construits plusieurs siècles auparavant, car leur classement exigeait un recul chronologique ; aujourd'hui, on peut inclure des éléments très proches de nous dans le temps. L'arche de la Défense, inaugurée en 1989, a par exemple immédiatement été reconnue comme un marqueur majeur du paysage parisien. Mais surtout, la matérialité ne constitue plus qu'une partie des éléments que notre société fait entrer dans le champ patrimonial. À l'instar d'une cathédrale ou d'un château, un vignoble, une locomotive ou un savoir-faire comme l'art des parfums de Grasse peuvent être pris en compte. Il suffit parfois qu'un groupe, national, mais aussi ethnique, religieux ou culturel, attribue une valeur à un bien ou une pratique. En résumé, le patrimoine recouvre un domaine bien plus dynamique qu'autrefois et se retrouve au cœur de nouvelles manières de « faire communauté ». Il s'exprime davantage dans la relation que les groupes sociaux construisent avec lui. Ce qui remet en cause nos façons de l'étudier, de le classer, de le protéger, de le conserver, de le gérer, de le valoriser et de le visiter...

CSV : Cette explosion du patrimoine prend racine dans les années 1970 : pourquoi à ce moment-là ?

M.G.-B. : La fin des Trente Glorieuses a été marquée par la crise industrielle, la désertification des campagnes, l'émergence des risques climatiques. À cette époque, il est devenu

plus difficile de se projeter dans un avenir radieux. Tout naturellement, le pays a opéré un repli vers le passé. En parallèle, nombre de bâtiments historiques, souvent hérités du XIX^e siècle, se sont retrouvés en fin de vie. Il a fallu décider quoi faire de ces usines, ces casernes, ces gares, ces entrepôts désactivés et abandonnés. Les pôles urbains, tout comme les zones rurales et les campagnes, sont alors devenus le lieu d'un intense recyclage de ces sites patrimonialisés, transformés en lieux d'accueil touristique, de loisirs, de recherche... Ces bâtiments réinvestis ont commencé à participer d'un souci généralisé du cadre de vie. Petit à petit, de nouveaux modes de découverte comme les émissions culturelles, les audioguides, les spectacles historiques, les associations culturelles ont aussi désacralisé notre approche de ces biens patrimoniaux en permettant leur appropriation sociale. Les institutions ont suivi ces évolutions. La notion de « paysage culturel », comme œuvre combinée de l'Homme et de la Nature, introduite par l'Unesco en 1993, puis la reconnaissance en 2003 du patrimoine immatériel et de pratiques telles que les expressions orales, les rituels, les fêtes et spectacles, les savoir-faire, mettent désormais l'accent sur la relation communauté/patrimoine plus que sur l'exceptionnalité des biens patrimoniaux.

CSV : Que dit cette nouvelle donne patrimoniale de notre rapport à l'histoire ?

M.G.-B. : Au XIX^e siècle, l'État français s'appliquait à construire un récit national et les Monuments historiques servaient la cause des élites politiques, bourgeoises, ecclésiastiques. Aujourd'hui, l'État se sépare de biens publics qu'il n'a plus les moyens d'entretenir ou de transformer, il transfère ses pouvoirs à d'autres acteurs. De multiples récits émergent pour défendre des grands et petits patrimoines aux histoires plurielles. Et ces lieux éclairent d'un nouveau prisme la vie des paysans, des ouvriers, la décolonisation, élargissant peu à peu notre perception du passé. J'aime à rappeler l'émouvant discours que Jean-François Caron, maire de Loos-en-Gohelle, prononça en 2012 lors du classement du Bassin minier Nord-Pas-de-Calais à l'Unesco : il y développait l'idée que l'histoire des mineurs vaut celle des rois, et que cela change tout...

CSV : Qui sont les nouveaux acteurs de la sauvegarde du patrimoine en France ?

M.G.-B. : Traditionnellement, la gestion du patrimoine reste régaliennne, elle est l'affaire de l'État. Mais depuis la loi de 2004, la décentralisation a permis de déléguer l'inscription et de transférer la propriété de certains monuments historiques aux collectivités territoriales. Dans le même temps, se sont multipliées les associations citoyennes, composées de passionnés d'Histoire et de vieilles pierres, qui s'attachent à défendre le petit patrimoine local. Autre acteur essentiel : la Fondation du patrimoine, organisme privé indépendant à but non lucratif créé en 1996, qui s'est donné pour mission de sauvegarder et valoriser le patrimoine français de proximité. Mentionnons enfin la mission confiée à Stéphane Bern, qui témoigne de l'importance à la fois affective et médiatique du patrimoine pour la société française. Tous ces collectifs agissent aujourd'hui en direct, sans passer systématiquement par la médiation des organes nationaux



Le tourisme est une machine géniale à recycler et à « produire » du patrimoine

ou régionaux, pour « produire » du patrimoine. Les réseaux sociaux, qui permettent de constituer des communautés et de forger des imaginaires autour de tel lieu ou tel objet du patrimoine jouent un rôle accélérateur. Quant aux sites de financement participatifs tels que Dartagnans, qui propose aux citoyens ou aux entreprises de faire des dons pour des projets de restauration, ils connaissent un succès naissant, avec une marge de progression considérable.

CSV : Y a-t-il encore des grands scandales de destruction ?

M.G.-B. : Évoquer les grands scandales de destruction nous ramène évidemment à la destruction des Halles, bâties par l'architecte Victor Baltard en 1870 au cœur de Paris. Un épisode traumatique pour bien des Parisiens. Avec le recul, on peut pourtant dire que ce sacrifice a permis de tirer un trait sur des procédés aussi violents. Il a aussi mis en lumière le patrimoine du XIX^e siècle, longtemps oublié et négligé. Aujourd'hui, les décideurs ne sont plus aussi sourds, d'autant qu'ils ont face à eux des associations et des citoyens de plus en plus actifs. Cela dit, il faut rester vigilant. La sauvegarde du patrimoine du XX^e siècle, que l'État est peu enclin à entretenir, car il inclut beaucoup de logements sociaux, constitue une nouvelle priorité. En 2017, la mairie de Paris n'a pas hésité à lancer des travaux de transformation de la halle Freyssinet, bâtie dans les années 1920 pour abriter les messageries de la gare d'Austerlitz. Elle avait pourtant été inscrite aux monuments historiques sous la pression d'associations. En février 2021, la chapelle Saint-Joseph de Lille, édifiée à la fin du XIX^e siècle sur des plans d'Auguste Mourcou, a aussi subi les assauts des pelleteuses. Le recours en référé de l'association Urgences Patrimoines n'y a rien fait, elle sera remplacée par un campus universitaire... Et régulièrement, d'autres dossiers mobilisent les associations locales, comme la maison Greder, une demeure alsacienne du XVII^e siècle, finalement détruite par la municipalité de Geudertheim ou le pavillon Napoléon III de la Manufacture de Sèvres, en passe de disparaître pour aménager une promenade piétonne...

CSV : Ne risque-t-on pas de muséifier notre pays si on veut tout protéger ?

M.G.-B. : Sans une réflexion en profondeur, le risque de muséification est effectivement réel. Certains déplorent d'ailleurs le rôle ambivalent de l'inscription au patrimoine mondial de l'Unesco, assimilé au « baiser de la mort ». Si la sauvegarde du patrimoine ne prend en compte que le bâti, comme dans certains quartiers historiques, on sacralise, on muséifie, on dévitalise, on ne raconte qu'un passé disparu. D'où l'importance de lutter contre le fanatisme temporel, l'intégrisme uchronique. Comment ? En protégeant la vie quotidienne dans ces quartiers, en y réintégrant des commerces, des services. L'exemple du quartier du Marais à Paris est parlant. Dans les années 1980, il a été sauvé in extremis, grâce des fonds publics, de tout un ensemble de projets architecturaux qui voulaient faire table rase du passé. En restaurant les immeubles, en « dédensifiant » l'habitat, en y améliorant le confort, on a certes réussi à créer un espace magnifique. Mais les aspects sociaux ont été négligés. Hausse des loyers oblige, la population s'est gentrifiée et les anciennes enseignes de boulangerie ou de boucheries, toujours visibles, n'abritent plus que des boutiques de vêtements ou des agences immobilières. Ironie de l'histoire : les gentrificateurs des années 1980 ont désormais du mal à y rester, à cause de la surgentrification causée par le tourisme. La plateforme AirBnB fait son œuvre et les loyers ont littéralement explosé !

CSV : Alors, sauvegarder le patrimoine, qu'est-ce que cela signifie ? Quelles pistes envisager pour le garder vivant ?

M.G.-B. : Tout ne peut évidemment être sauvegardé pour accueillir les mêmes fonctions qu'à l'origine. Le coût financier serait trop lourd. La vacance de ces lieux impose de leur inventer de nouveaux usages. Sauvegarder aujourd'hui, c'est donc refunctionaliser, construire de nouvelles relations pour pouvoir s'y projeter. Il existe déjà de formidables exemples : l'ancienne usine Motte-Bossut de Roubaix, une filature de coton du XIX^e siècle, a par exemple été réhabilitée pour abriter le Centre des Archives nationales du monde du travail. L'école de droit de l'université Paris-1 Panthéon-Sorbonne, elle, a installé une partie de son campus dans l'ancienne caserne militaire de Lourcine. D'autres lieux sont devenus des galeries d'art, des écoles, des sites de festivals, des hôtels, des restaurants... De plus en plus souvent les refunctionalisations passent par le tourisme. L'Hôtel-Dieu de Marseille, conçu en 1753 par l'architecte Hardouin-Mansart dans le quartier du Panier, a notamment été transformé en 2013 en hôtel 5 étoiles. Bien qu'actuellement malmené par la crise sanitaire, le tourisme joue un rôle essentiel dans la préservation du patrimoine, et c'est aussi une formidable machine à recycler et à « produire » du patrimoine, car il permet de dégager les financements indispensables pour les travaux de restauration, la mise aux normes, etc. Il me paraît donc intéressant d'utiliser ce levier, pour à terme imaginer des lieux plurifonctionnels, à la fois beaux et utiles à tous.